

VERSION DÉFINITIVE

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LA CANADIAN CO-OPERATIVE ASSOCIATION

VENDREDI 19 MARS 1999

C'est un plaisir d'être aujourd'hui ici parmi tant de personnes qui oeuvrent dans le même type d'activité que mes collègues et moi-même au CRDI. Votre engagement en faveur de l'amélioration des conditions sociales et économiques des femmes et des hommes dans le monde est évident. Et les principes sous-jacents à votre action inspirent également notre travail au CRDI.

Parmi vous, je me sens donc particulièrement à l'aise -- sachant que nous partageons le même désir de développer le potentiel humain -- d'aider les gens par la création de partenariats et le déploiement d'efforts coopératifs.

Il est vrai que nos mandats diffèrent. Le nôtre est d'aider la recherche dans les pays en développement. Mais une fois cette précision apportée, je suis frappée par la convergence du langage qui guide autant l'orientation de votre Comité des politiques que de votre Comité international des programmes.

Vous collaborez avec des coopératives disséminées dans le monde en offrant des ressources financières et une assistance technique propices à leur essor en tant qu'entreprises et entités sociales autonomes. Et vous poursuivez cette mission sur le plan international pour améliorer les conditions sociales et économiques des collectivités.

Cette action adopte une approche attentive aux besoins locaux et à une prise en charge autonome partant de la notion que les acteurs locaux et les organisations du lieu sont mieux outillés pour relever les défis auxquels ils sont affrontés. Notre travail au CRDI fait appel à la même approche.

En d'autres mots, la création de capacités est la raison d'être de nos deux organismes.

Pour nous, comme pour vous, l'idée n'est pas d'apprendre aux gens - qui peuvent être à mille lieues de distance - à faire leur travail. Nous leur donnons tout simplement une main. Au CRDI, nous réalisons cette aspiration en aidant les scientifiques des pays en développement à définir et à faire déboucher à terme leurs travaux de recherche sur des solutions concrètes.

Nous nous efforçons également de renforcer les capacités de recherche autochtones afin que les collectivités locales puissent se doter des politiques et des technologies nécessaires pour créer des sociétés plus saines, plus justes et prospères.

Nous partageons une même approche fondamentale et les enjeux auxquels nous nous affrontons sont sensiblement les mêmes.

La pauvreté, la faim, des conditions de vie insalubres, le manque d'eau potable, les agressions de l'environnement consécutives à des choix économiques peu éclairés, les inégalités - tous ceux-là sont des problèmes incontournables qui motivent des programmes d'aide internationale de tous types. Y compris le vôtre et le nôtre.

Il nous faut assurément relever des défis difficiles.

Heureusement, le Canada jouit d'une réputation à hauteur de ses réalisations dans ce domaine. Chez les professionnels du développement du monde entier, les Canadiens sont connus pour l'exercice d'une certaine « force tranquille » mise au service des résultats. Nous osons croire que le CRDI a contribué parfois de manière significative à ce passé prestigieux.

Ce malgré, les dernières années n'ont pas été faciles pour tous ceux qui administrent des programmes d'aide au développement. Sur le plan du financement, la traversée a été difficile.

À ce chapitre, vous connaissez les faits autant que moi.

Vous êtes sans nul doute au courant de ce qui semble se dégager des sondages

d'opinion des dernières années -- lorsque le public exprime ses préférences au regard des dépenses gouvernementales. L'aide au développement ne pointe pas à l'«écran radar», comme diraient les sondeurs.

Malgré les apparences, je voudrais quand même préciser cela : les réponses que les gens donnent aux sondeurs dépendent directement de la façon dont les questions sont formulées.

En réponse à la question visant à savoir s'ils aimeraient payer moins d'impôt, seuls les fous répondraient par la négative. Toutefois, à la question de savoir s'ils aimeraient payer moins d'impôts aux dépens du bien-être des hommes, des femmes et des enfants des pays en développement, la réponse pourrait bien se révéler beaucoup plus nuancée.

La réalité est que les Canadiennes et les Canadiens sont fiers de la façon dont historiquement le pays a fait sienne la cause du développement international. Et je suis pour ma part convaincue que cet appui ne peut qu'augmenter dès lors que les gens prendront conscience de l'interdépendance des pays du Nord et du Sud.

Il ne faut donc pas se fier aux apparences, tout décevantes qu'elles puissent être de temps à autre. Pour illustrer le propos, permettez-moi de donner en exemple le budget fédéral déposé le mois dernier par M. Paul Martin.

Dans son discours du budget, M. Martin promettait, et je cite, « d'allouer de nouvelles ressources à l'aide au développement international ». Le Ministre engageait également le Canada à assumer un rôle de direction au sein de la collectivité internationale afin de s'attaquer au problème de la dette écrasante des pays en développement.

« Une nation n'est pas une entreprise, disait-il. Les marchés font bien des choses, et ils le font bien. Mais il y a aussi bien des choses qu'ils ne peuvent pas faire. Les marchés ne peuvent pas nous offrir, à tous, des soins de qualité lorsque nous sommes malades. Ils ne peuvent pas empêcher l'écart entre les riches et les pauvres de devenir un fossé infranchissable. ...Ils ne peuvent pas s'occuper du bien commun. C'est donc à nous de le faire. »

M. Martin a raison.

Malgré ce que les sondages semblent suggérer, les Canadiennes et les Canadiens *s'intéressent* à la solidarité internationale. S'il est compréhensible qu'ils n'aiment pas voir leur agent jeté par les fenêtres, ils n'iront pas jusqu'à juger inutile et faire cesser toute forme d'aide.

Les gens *veulent* savoir que leur argent sera employé à des fins socialement utiles et qu'il sert en somme à améliorer l'existence d'autrui. Cela comporte une intensification des programmes efficaces d'aide, ce qui constitue une tâche éminemment responsable.

Certains travaux de recherche publiés dans ce domaine par la Banque mondiale m'ont frappée.

Le Groupe de recherche en développement de la Banque a examiné pendant des années les modèles d'aide au développement. À mon avis, une des conclusions les plus significatives de ces études est qu'une aide efficace - celle qui réduit véritablement la pauvreté - comporte beaucoup plus que de l'argent. Car en fait, l'aide qui compte est une combinaison d'argent et d'idées.

La création des connaissances -- le côté idées de l'aide -- est décisive pour accompagner à la fois la réforme des États et aider de manière efficace les communautés à prendre en charge des services publics aussi essentiels que ceux de l'éducation, de la santé et de l'amenée d'eau potable.

Souvent, ce n'est pas tant le manque de moyens qui empêche la prestation de ces services. Ce sont plutôt des politiques ineptes et des institutions incapables de répondre aux attentes de la population.

Laissez-moi vous donner un exemple.

Au Pakistan, beaucoup moins de jeunes filles que des garçons fréquentent l'école - - en fait, près de la moitié selon les chiffres de l'UNESCO. Dans une région cependant, les donateurs ont collaboré avec les collectivités locales en faveur d'une approche répondant aux besoins de la population. Le gouvernement a affecté les sommes nécessaires pour édifier l'école -- à la condition que la communauté s'engage à dépasser un certain seuil de participation féminine. L'association communautaire locale, qui contrôlait le recrutement des enseignants engageait

souvent des femmes pour enseigner dans les nouvelles écoles. La fréquentation féminine de l'école a fait immédiatement un bond.

Un tel exemple, tout modeste qu'il soit, met en évidence un fait qui nous est familier -- et notamment qu'une aide bien conçue peut aider les collectivités à emprunter des voies inédites. Elle peut en outre aider à évaluer l'efficacité de ces démarches.

Faire connaître ce qui donne des résultats en permettant de discerner ce qui est voué à l'échec : voilà une contribution-clé des aides de source extérieure.

Aujourd'hui peut-être, les Canadiens qui prennent conscience de cet aspect sont plus nombreux. En parcourant les pages de fond de nos quotidiens au cours de ces derniers mois, j'ai été étonnée de constater qu'une priorité plus haute est accordée à l'aide au développement.

Le contraste avec les années antérieures est frappant. Je n'aurais certainement pas pu faire la même observation devant vous il y a 12 mois à peine.

Et le gouvernement -- qui lit les sondages autant n'importe lequel d'entre nous -- le sait. Et il le sait justement à cause du travail accompli par des organisations comme la vôtre et la mienne.

Ce revirement est une bonne nouvelle pour notre organisation car nous sommes le type de personnes qui rappellent au gouvernement deux réalités :

La première est qu'il existe bel et bien un électorat sensible à la question et qui attache un grand prix à la notion d'aide au développement international.

Deuxièmement, un lien étroit nous unit à cet électorat qui nous respecte et qui par là-même témoigne de l'efficacité de notre action. Dans la mesure où ce lien subsiste, la probabilité que le gouvernement nous entende lorsque nous nous adressons à nos élus est plus forte. Le gouvernement est par ailleurs notre principal interlocuteur. En toute circonstance.

Le gouvernement sait écouter. Peut-être pas au même degré où certains d'entre vous souhaiteraient qu'il le fasse. Mais je suis convaincue qu'il est à l'écoute.

La démarche de proximité qu'adoptent le CRDI, la CCA et les organismes membres que vous représentez redonne aux populations des pays en développement la maîtrise de leur progrès économique et social.

Dans notre cas, bien sûr, notre collaboration s'établit avec une catégorie de professionnels restreinte -- le petit nombre de scientifiques plongés dans la recherche des solutions les plus adaptées aux graves problèmes de notre temps. Permettez-moi de citer quelques-unes des initiatives auxquelles le CRDI apporte son soutien.

Faire campagne en ville est, comme ce titre le suggère, un programme de recherche sur l'agriculture urbaine. Près de 800 millions de personnes pratiquent cette activité de subsistance par la culture maraîchère et l'élevage dans l'enceinte des villes. Ce nombre est appelé à croître énormément au cours des deux prochaines décennies. Selon les estimations des Nations Unies, d'ici 2025, plus de deux tiers de la population mondiale seront concentrés dans les villes. Cette explosion de l'urbanisation touchera principalement les pays du Sud.

Pour les habitants de ces mégapoles tentaculaires, la pratique de l'agriculture urbaine peut être une planche de salut non seulement susceptible d'équilibrer le régime alimentaire et le revenu des ménages mais également apte à améliorer les approvisionnements alimentaires locaux, à exploiter les terrains marginaux et absorber les déchets.

Entre-temps, un grand nombre de petits producteurs en milieu urbain sont confrontés à des obstacles de taille, parmi lesquels on compte la nécessité d'introduire une plus grande précision technologique et organisationnelle à cause de l'intensité de l'agriculture urbaine et des contraintes qu'elle exerce sur l'environnement.

Faire campagne en ville vient en aide à la recherche qui examine les solutions politiques et techniques nécessaires pour rendre les écosystèmes urbains viables et pour améliorer le bien-être et la santé des habitants qui sont à la fois des producteurs et des consommateurs d'aliments.

Cette action revêt une importance particulière considérant que dans la prochaine décennie nous serons arrivés au point où trois habitants de la planète sur cinq

vivront en milieu urbain.

À l'instar de nombreux programmes du CRDI, les conclusions de l'initiative **Faire campagne en ville** innervent le travail d'autres volets de recherche regroupés sous le titre **Écosystèmes et santé humaine**. Parler de santé liée aux écosystèmes peut sonner savant mais recouvre la réalité bien précise du lien complexe d'interdépendance qui s'instaure entre l'environnement et les conditions socio-économiques, culturelles et politiques des collectivités.

Plus particulièrement, ce programme aide la recherche visant à cerner les voies et moyens destinés à une gestion plus avisée des interventions sur les écosystèmes afin d'améliorer la santé et le bien-être humains. En même temps, les chercheurs tentent de concevoir les moyens de préserver ou d'améliorer l'équilibre de l'écosystème dans sa globalité.

À l'heure actuelle, le CRDI étudie actuellement les écosystèmes sur lesquels s'exerce une agression dans trois domaines de l'activité humaine -- l'exploitation minière, l'agriculture à grande échelle et l'urbanisation.

L'initiative **Gens, terres et eaux** se propose de contribuer à améliorer la qualité de vie des collectivités en Afrique et au Moyen-Orient par un aménagement des terres et des ressources en eau plus équitable, durable et productif.

Nous avons spécifiquement choisi ces deux régions en raison de la gravité des problèmes auxquels elles doivent faire face. Elles englobent les régions semi-arides et les écosystèmes des plateaux de l'Afrique subsaharienne. Cette initiative aide la recherche et tente d'intensifier les communications parmi les gouvernements, les collectivités et les institutions locales.

Je reviendrai sur l'initiative **Gens, terres et eaux** dans quelques instants.

Parmi les autres programmes, quelques-uns sont dictés par la nécessité d'entreprendre de la recherche ayant une incidence sur les grandes orientations d'action. Un d'eux en particulier -- qui se penche sur les impacts sectoriels des politiques d'ajustement macroéconomiques -- se concentre sur l'aide à l'effort que déploient les pays en développement en vue de restructurer leurs économies tout en sachant répondre aux besoins essentiels de leurs populations démunies.

Cette initiative privilégie une approche participative de la lutte contre la pauvreté menée au niveau communautaire dans les pays en développement. Il s'agit d'une recherche pratique qui associe les personnes à leur propre développement en procurant les informations nécessaires pour se doter des politiques appropriées. Voilà des résultats qu'une famille de fermiers de la Saskatchewan, les membres d'une coopérative laitière au Québec ou le pêcheur de Terre-Neuve adopteront de bon gré.

Notre programme, désigné par le sigle MIMAP, aide les chercheurs des pays en développement qui élaborent des modèles économiques permettant aux États de comprendre et d'évaluer de quelle façon et à quel degré, les politiques macrosociales et les orientations nationales affectent tout un chacun.

Ces chercheurs mettent en oeuvre des « systèmes de vigie » qui permettent de tracer de manière assidue et ponctuelle des profils de la pauvreté. Enfin, le CRDI finance des études nationales de cas qui encouragent une approche pluridisciplinaire visant à dresser le tableau des causes et remèdes de la pauvreté.

Nous oeuvrons également en faveur des pays qui se remettent péniblement de conflits civils et qui s'efforcent d'opérer la transition vers une paix stable dans laquelle l'équité et le progrès social conduiront à un développement durable. Le Liban, le Mozambique et l'Afrique du Sud ne sont que trois exemples de la contribution que le CRDI fait en faveur de la paix dans le monde.

Notre initiative **Consolidation de la paix et reconstruction** vient en aide à la recherche qui, conjuguée à l'élaboration des politiques et à la création des capacités, deviendra l'instrument facilitant la transition d'une situation conflictuelle vers la paix. Elle se concentre sur les défis qui font obstacle au développement et que doivent relever les pays émergeant d'un conflit. L'approche privilégiée dans ce cas contribue de manière active au processus de réconciliation et de reconstruction.

Le programme CPR aide simultanément la recherche *sur* et *pour* le processus d'édification de la paix. En d'autres mots, il cherche à enrichir la somme des connaissances que nous avons dans ce domaine afin d'aider les politiques et les interventions en faveur de la paix sur les plans local, national et international.

Et puisque le programme tente également de contribuer aux efforts d'édification de la paix et de reconstruction dans les pays déchirés par des guerres, il vient en aide à la recherche qui devient l'instrument du dialogue, de la réunion d'un consensus, de la formation de coalitions et de l'élaboration de politiques.

J'ai mentionné il y a quelques minutes notre initiative **Gens, terres et eau**. J'aimerais donc conclure par un exemple suffisamment clair et pratique qui démontre à quel point notre méthode de travail institutionnelle est indissociable de notre action.

Le CRDI a, pendant de nombreuses années, aidé les initiatives de recherche au Proche-Orient afin d'aborder les questions liées au fait que l'accès à l'eau est une des sources les plus importantes de conflit dans la région. Depuis trois mille ans, l'eau constitue assurément la plus précieuse des ressources naturelles de la région.

Depuis la signature des Accords de paix sur le Proche-Orient en 1993, toutefois, des équipes de chercheurs israéliens et palestiniens ont activement recherché les moyens pacifiques de gérer conjointement un aquifère dont dépendent les deux populations et qui constitue la source la plus étendue d'eau potable pure dans la région.

L'aquifère du mont Yarqon-Tanninin, dont le principal bassin versant se trouve en Cisjordanie et coule en territoire israélien est une source vitale d'eau pour les deux communautés. Il importe de préserver la qualité de l'eau et l'abondance de la ressource malgré les difficultés que posent la géologie et l'histoire politique de la région.

Avec l'assistance du CRDI prend forme sans tapage une institution préposée à la gestion commune de cette ressource capitale. Le secret n'est pas dans le partage de l'eau mais dans le partage de la gestion de l'eau, rendue possible par le rétablissement de la confiance entre les acteurs - les chercheurs dans ce cas - et leur capacité à se donner des règles communes.

En d'autres mots, des gens, des terres et de l'eau considérées comme des richesses à partager.

J'espère que cette description succincte de certains de nos programmes vous

donnera une aperçu du vaste éventail d'activités dans lesquelles nous sommes engagés, de concert avec les autorités locales qui connaissent mieux que quiconque la situation sur le terrain.

Merci.